

femmes à se porter candidates aux postes vacants et en établissant des fichiers nationaux de candidates qui seront communiqués au Secrétariat, aux institutions spécialisées et aux organisations apparentées.

72^e séance plénière
21 décembre 1990

45/240. Respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés

L'Assemblée générale,

Rappelant que, aux termes de l'Article 100 de la Charte des Nations Unies, chaque Membre de l'Organisation s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Secrétaire général et du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche,

Rappelant également que, en vertu de l'Article 105 de la Charte, tous les fonctionnaires de l'Organisation jouissent, sur le territoire de chacun de ses Membres, des privilèges et immunités qui leur sont nécessaires pour exercer en toute indépendance leurs fonctions en rapport avec l'Organisation,

Rappelant en outre la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies³⁷, la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées³⁸, l'Accord sur les privilèges et immunités de l'Agence internationale de l'énergie atomique et les accords de base types en matière d'assistance du Programme des Nations Unies pour le développement,

Soulignant que le respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées devient encore plus indispensable en raison du nombre croissant de missions confiées par les Etats Membres aux organismes des Nations Unies,

Rappelant sa résolution 76 (I) du 7 décembre 1946, dans laquelle elle a approuvé l'octroi à tous les membres du personnel des Nations Unies, à l'exception de ceux recrutés sur le plan local et rémunérés à l'heure, des privilèges et immunités mentionnés aux articles V et VII de la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies,

Rappelant également sa résolution 43/173 du 9 décembre 1988, dans l'annexe de laquelle figure l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, y compris le principe que toute personne détenue ou emprisonnée doit bénéficier de soins et traitements médicaux chaque fois que le besoin s'en fait sentir,

Réitérant l'obligation qu'ont tous les fonctionnaires de l'Organisation, dans l'exercice de leurs fonctions, de respecter pleinement les lois et règlements des Etats Membres, ainsi que leurs devoirs et responsabilités envers l'Organisation,

Affirmant que les entraves persistantes à l'exercice des attributions des fonctionnaires des Nations Unies constituent un obstacle à l'accomplissement de la mission confiée par les Etats Membres aux organismes des Nations Unies et risquent de compromettre l'exécution des programmes,

Consciente de la responsabilité qui incombe au Secrétaire général de sauvegarder l'immunité de tous les fonctionnaires de l'Organisation dans l'exercice de leurs fonctions,

Consciente également qu'il importe à cet égard que les Etats Membres fournissent immédiatement des renseignements adéquats sur l'arrestation et la détention de fonctionnaires et, surtout, qu'ils permettent que l'on entre en rapport avec ceux-ci,

Ayant à l'esprit les considérations en vertu desquelles le Secrétaire général s'efforce de garantir aux fonctionnaires de l'Organisation l'application de normes appropriées de justice et de procédure régulière,

Réaffirmant ses résolutions antérieures sur la question,

1. *Prend acte avec une vive inquiétude* du rapport³⁹ que le Secrétaire général lui a présenté au nom du Comité administratif de coordination et des faits qui y sont signalés, en particulier le nombre élevé de cas nouveaux d'arrestation et de détention;

2. *Déplore* l'augmentation du nombre de cas dans lesquels l'activité professionnelle, la sécurité et le bien-être de fonctionnaires se sont trouvés compromis;

3. *Déplore également* que certains Etats Membres ne fassent aucun cas de l'Article 105 de la Charte des Nations Unies;

4. *Engage* tous les Etats Membres à respecter scrupuleusement les privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés et à s'abstenir de tout acte susceptible d'empêcher ces fonctionnaires de s'acquitter de leurs tâches et, de ce fait, gravement préjudiciable au bon fonctionnement des organisations;

5. *Prie instamment* les Etats Membres et les autorités responsables de la détention illégale de fonctionnaires des Nations Unies de libérer immédiatement ces derniers;

6. *Engage* le Secrétaire général à user de tous les moyens dont il dispose pour apporter une solution rapide aux cas en suspens qu'il mentionne dans son rapport;

7. *Prie instamment* le Secrétaire général de s'attacher en priorité à suivre les cas d'arrestation et de détention et autres faits affectant la sécurité et l'activité professionnelle des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés;

8. *Engage* les Etats Membres où des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées et organismes apparentés sont en état d'arrestation ou de détention à permettre au Secrétaire général ou au chef de secrétariat de l'organisation inté-

³⁷ Résolution 22 A (I).

³⁸ Résolution 179 (II).

³⁹ A/C.5/45/10 et Corr.1.

ressée d'exercer pleinement le droit que les conventions multilatérales et accords bilatéraux pertinents leur confèrent de protéger les fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions, en particulier pour ce qui est d'entrer immédiatement en rapport avec les fonctionnaires détenus;

9. *Engage* tous les Etats Membres à prendre les dispositions voulues pour mieux faire connaître et appliquer l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, y compris le principe que toute personne détenue ou emprisonnée doit bénéficier de soins et traitements médicaux chaque fois que le besoin s'en fait sentir;

10. *Affirme* que, pour la fourniture d'une assistance médicale, il convient d'envisager le recours à des équipes médicales indépendantes;

11. *Engage* les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés à respecter scrupuleusement les dispositions de l'Article 100 de la Charte et les obligations que leur imposent le Statut et le Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, en particulier l'article 1.8 du Statut, et les dispositions correspondantes applicables au personnel des autres organisations;

12. *Prend note avec inquiétude* des restrictions aux voyages officiels des fonctionnaires qui sont signalées dans le rapport du Secrétaire général;

13. *Prend note avec inquiétude également* des informations données dans le rapport du Secrétaire général sur l'imposition des traitements et émoluments des fonctionnaires et prie les Etats Membres concernés et le Secrétaire général de s'entendre d'urgence sur les mesures appropriées à prendre;

14. *Engage* tous les Etats Membres qui, de toute autre manière, empêchent des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées et organismes apparentés de s'acquitter dûment de leurs tâches à examiner les cas existants et à coordonner leurs efforts avec ceux du Secrétaire général ou du chef de secrétariat de l'organisation intéressée afin de régler chaque cas au plus vite;

15. *Engage* le Secrétaire général, en sa qualité de plus haut fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies, à continuer personnellement de servir d'interlocuteur en vue de promouvoir et d'assurer, en usant de tous les moyens dont il dispose, le respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés;

16. *Prie instamment* tous les Etats Membres qui ne sont pas encore devenus parties aux instruments juridiques internationaux existant en matière de privilèges et d'immunités des fonctionnaires, en particulier la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies³⁷ et la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées³⁸, de devenir sans tarder parties à ces instruments;

17. *Note avec satisfaction* que, dans son avis consultatif du 15 décembre 1989, sur l'applicabilité de la section 22 de l'article VI de la Convention sur les pri-

vilèges et les immunités des Nations Unies⁴⁰, la Cour internationale de Justice a estimé que cette section s'applique aux personnes non fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies à qui l'Organisation a confié une mission et qui ont donc le droit de jouir des privilèges et immunités prévus dans cette section afin d'exercer leurs fonctions en toute indépendance;

18. *Prie* le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Comité administratif de coordination, de recevoir et d'évaluer les mesures déjà prises pour améliorer la sécurité et la protection des fonctionnaires internationaux et leur permettre d'exercer convenablement leur activité professionnelle;

19. *Prie également* le Secrétaire général, lorsqu'il réunira les informations à faire figurer dans les rapports sur les privilèges et immunités des fonctionnaires qu'il présente au nom du Comité administratif de coordination, de rendre compte, dans la mesure du possible, des opinions des Etats Membres.

72^e séance plénière
21 décembre 1990

45/241. Régime commun des Nations Unies : rapport de la Commission de la fonction publique internationale

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le seizième rapport annuel de la Commission de la fonction publique internationale⁴¹ et divers rapports y relatifs⁴²,

I

1. *Réaffirme* que la Commission de la fonction publique internationale joue un rôle central dans la réglementation et la coordination des conditions d'emploi du régime commun des Nations Unies, notamment pour ce qui est de la rémunération considérée aux fins de la pension de tous les fonctionnaires, y compris les fonctionnaires hors classe;

2. *Approuve* les efforts déployés par la Commission pour maintenir l'intégrité et l'uniformité de ces conditions d'emploi afin de renforcer l'efficacité du régime commun et d'assurer l'égalité de traitement de tous les fonctionnaires;

3. *Prie de nouveau* le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organisations qui appliquent le régime commun de faire tout leur possible pour absorber, en 1991 et les années ultérieures, une part importante des coûts supplémentaires que l'étude approfondie des conditions d'emploi des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur pourrait entraîner pour le budget ordinaire de toutes les organisations;

⁴⁰ Applicabilité de la section 22 de l'article VI de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, Avis consultatif, C.I.J. Recueil 1989, p. 177.

⁴¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément n° 30 et additif (A/45/30 et Add.1).

⁴² Ibid., Supplément n° 9 (A/45/9); ibid., Supplément n° 7 (A/45/7 et Add.1 à 14), document A/45/7/Add.7; et A/C.5/45/23, A/C.5/45/24 et A/C.5/45/43.